

Déclaration de politique budgétaire 2020

1. Déclaration de responsabilité

La présente déclaration de responsabilité atteste que les politiques économiques et financières du gouvernement ont été incluses dans cette déclaration de politique budgétaire en conformité avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [Chap. 244].

L'article 9 exige que le gouvernement :

- fasse état de ses politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
 - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
 - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

La Déclaration de politique budgétaire pour 2020 incorpore les politiques économiques et financières du gouvernement et les priorités de la politique budgétaire de 2020 qui orienteront l'attribution des moyens financiers et la finalisation du budget de l'exercice 2010. Ces politiques concordent avec le plan de développement national durable (PDND) 2030 et ont pour objectifs et intentions principaux d'accroître l'investissement, de créer des emplois, de rehausser les recettes, de gérer la dette publique tout en relevant la croissance économique, en améliorant la prestation de services et le bien-être de tous les habitants du Vanuatu.

Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2020 cadre avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [Chap. 244].



Le Ministre des Finances et de la Gestion économique

Hon. Gaéton Pikioune (MP)

Ministère des Finances et de la Gestion économique

Le Directeur général

Letlet August

Ministère des Finances et de la Gestion économique

2. Politiques économiques et financières

Au cours des dernières années, le gouvernement a entrepris plusieurs réformes fiscales tout en appliquant des politiques économiques et financières qui favorisent la croissance économique et améliorent le bien-être de tous les habitants du Vanuatu. Il s'est efforcé de le faire d'une manière qui est financièrement durable et qui ne compromet pas la croissance économique à l'avenir.

Ces réformes et ces politiques se poursuivront en 2020, avec pour objectif principal et dans l'intention de réaliser les résultats prioritaires de la politique budgétaire de 2020, y compris les cibles économiques et fiscales énoncées dans la présente déclaration de politique budgétaire.

La mise en œuvre et la concrétisation des politiques du gouvernement, de ses objectifs et de ses cibles fiscales seront guidées par les principes de gestion fiscale responsable de l'article 22 de la loi FPGE. Les principes d'une gestion fiscale responsable, énoncés dans l'encadré ci-dessous, exigent que le gouvernement poursuive ses objectifs de politique budgétaire.

Principes de gestion fiscale responsable

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. A défaut d'y être parvenu, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires pour 2020 concordent avec le Plan de développement national durable et sont également en conformité avec les conditions requises de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [Chap. 244]. Les politiques, objectifs et cibles budgétaires sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2020. Les politiques budgétaires pour 2020 comprennent :

1. les priorités de la politique budgétaire pour 2020 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2020 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme

A. Les priorités budgétaires pour 2020

Les priorités de la politique budgétaire de l'exercice 2020 sont préparées en conformité avec la loi FPGE [Chap. 244] et reprennent les points essentiels du Plan de développement national durable, ou Plan du Peuple 2030.

Elles dicteront la répartition de l'espace fiscal du gouvernement. Le gouvernement continue de mettre l'accent sur l'attribution de ressources financières plus élevées au secteur productif et au secteur social en vue de rehausser la croissance économique tout en améliorant la prestation de services et le bien-être général des citoyens du Vanuatu.

Un des principaux engagements prévus en 2020 sont les élections législatives qui auront lieu au début de l'année prochaine et il appartiendra au nouveau gouvernement d'exécuter et de mettre en œuvre le budget de l'exercice 2020. Au travers des priorités directrices pour 2020, le gouvernement en exercice réitère sa position en ce qu'il reste voué à poursuivre les réformes qu'il a lancées. Ces réformes sont indispensables pour permettre au pays de se préparer à sortir de son statut de pays moins avancé (PMA) en 2020.

Les priorités essentielles de la politique stratégique pour 2020 sont énoncées dans le cadre des sept résultats suivants, prioritaires en termes de dépenses :

Résultat prioritaire 1 : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement

Le gouvernement de Vanuatu reste voué à soutenir le secteur productif en 2020 alors que le pays se prépare à ratifier l'accord de commerce dit "PACER Plus" (AREP) et faire avancer d'autres accords de commerce, tout en œuvrant à sa sortie du statut de PMA. Le soutien au secteur productif vise à accroître la production et encourager l'ajout de valeur pour les produits primaires qui offrent un avantage comparatif, tant sur le marché intérieur que sur les marchés à l'exportation. Cela conduira à davantage d'opportunités d'emploi dans les îles, favorisera l'investissement et stimulera les recettes fiscales pour soutenir l'économie intérieure.

Les problèmes liés à la terre et les litiges fonciers ont constitué un obstacle aux investissements productifs par le passé et c'est pourquoi le gouvernement actuel se lance dans une réforme foncière et des opérations d'acquisition de terres pour stimuler les investissements publics en 2020. Le gouvernement veut continuer à aménager un environnement propice aux partenariats publics-privés et aux entreprises en participation (joint-ventures) en vue d'étendre le développement économique et ses retombées bénéfiques à tout le pays.

- **Augmenter la production rurale** – en améliorant les pratiques et la capacité de production agricoles avec le concours des agents de vulgarisation ; en perfectionnant les compétences et les technologies par la formation et la transmission de connaissances dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de la sylviculture et de la biosécurité ; en facilitant l'accès à du matériel mécanisé pour l'agriculture et la pêche ; et en encourageant les ni-Vanuatu à adopter des approches commerciales à l'égard de l'agriculture et de la pêche pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et engendrer des revenus pour améliorer les moyens d'existence socio-économiques.
- **Multiplier les opportunités d'investissement** – par l'acquisition de terres pour favoriser les investissements productifs et accroître l'investissement public dans l'infrastructure pour soutenir la

croissance économique et élargir la base de revenus ; et renforcer le développement par le secteur privé.

- **Relever la capacité de gérer les risques pour la biosécurité et le contrôle des frontières** – en dotant les postes de contrôle des frontières d'effectifs efficaces, avec une formation adaptée, du matériel de surveillance et un équipement adéquat pour la destruction d'importations confisquées ou à haut risque.
- **Renforcer le développement du tourisme à l'échelon national** – en relevant le niveau des PME Ni-Vanuatu par des investissements dans leurs produits et services ; des investissements dans l'infrastructure verte (efficacité énergétique, énergie renouvelable, gestion des déchets et initiatives de conservation de l'eau) ; en encourageant l'entreprise Ni-Vanuatu et en apportant davantage de soutien à des activités diverses dans des créneaux du tourisme appartenant à des Ni-Vanuatu et en améliorant les infrastructures (fronts de mer, quais, aéroports et routes).
- **Promouvoir le commerce, l'industrie et les coopératives** – en aménageant un environnement favorable aux affaires pour le commerce et l'investissement ; en soutenant l'investissement local et étranger dans l'industrie et la fabrication de produits à valeur ajoutée ; en encourageant le mouvement coopératif au Vanuatu ; et en développant l'éducation financière pour faciliter l'accès à des financements.
- **Créer des Zones de Développement Economique** – en soutenant la politique de décentralisation du gouvernement par un bon cadre directeur et régulateur ; avec des montages de mesures incitatives pour favoriser l'implantation d'entreprises d'investissement tant locales qu'étrangères dans des secteurs économiques ciblés pour aider à stimuler les exportations et engendrer des revenus supplémentaires et davantage d'opportunités d'emploi pour la population rurale.
- **Elargir la base de recettes** – en renforçant le système de mise en conformité du gouvernement pour la perception des recettes ; en évaluant l'option d'introduire une loi sur l'impôt sur le revenu pour agrandir la base de recettes et en développant les moyens nécessaires pour la mener à bien ; par un réexamen et une déségrégation des catégories de patentes commerciales pour tous les secteurs de l'économie en vue de promouvoir les investissements locaux et étrangers.
- **Renforcer l'exécution du cadre législatif relatif aux terres** – pour essayer de réduire le nombre d'affaires foncières en attente et renforcer la conformité.

Résultats ciblés :

- Participation accrue des Ni-Vanuatu dans l'économie monétaire conventionnelle, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, du transport et du tourisme.
- Exportations accrues en relevant l'aptitude du Vanuatu à être compétitif sur les marchés à créneau en offrant une qualité exceptionnelle en termes de produits et de services à des prix en prime, d'une manière durable et inclusive.
- Nombre croissant d'entreprises locales et soutien accru au mouvement coopératif dans le pays, y compris en facilitant l'accès à des capitaux et à l'éducation financière, et par l'intermédiaire du réseau d'entreprises coopératives du Vanuatu.

- Augmentation des rentrées d'argent et du volume d'échanges commerciaux grâce aux accords de commerce existants et nouveaux.
- Meilleure performance des indicateurs de 'faire des affaires' et davantage de concurrence en vue d'accroître les investissements locaux et étrangers dans la chaîne valeur agricole, dans les hôtels et les services touristiques et dans l'industrie manufacturière.
- Davantage de systèmes d'incinération afin de réduire le risque d'exposition environnementale à des déchets de l'extérieur et le risque afférent de parasites et de maladies pour la biosécurité.
- Contrôle des frontières et biosécurité renforcés en veillant à ce qu'il y ait du personnel détaché à tous les points d'entrée (frontières), qu'il soit formé, qu'il y ait du matériel pour assurer le tri, le test et la surveillance, des installations d'incinération appropriées pour éliminer et détruire les risques pour la biosécurité.
- Nombre accru de touristes et de visiteurs, évaluation de nouveaux marchés émergents et au long cours, meilleure distribution des revenus provenant du tourisme dans les collectivités rurales et mesures et capacités renforcées pour le contrôle aux frontières.
- Base de recettes provenant de taxes plus élargie, diversifiée et équitable en augmentation d'ici la fin de 2020, avec un système de mise en conformité renforcé pour la perception des recettes.
- Réduction du nombre d'affaires en attente liées à des litiges fonciers et acquisition d'office de terres pour des investissements productifs et des opportunités de développement tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Résultat prioritaire 2 : Meilleure infrastructure résiliente

Une infrastructure résiliente compte parmi les priorités fondamentales du gouvernement en 2020. Les routes, les quais et les aéroports, ainsi que des infrastructures pour l'énergie et les télécommunications, doivent être améliorés pour continuer à renforcer les liens entre services essentiels du gouvernement, l'agriculture, l'ajout de valeur, le tourisme et les marchés à l'avenir.

- **Une infrastructure aéroportuaire mieux adaptée** – en continuant les travaux du terminal Code E à l'aéroport international de Bauerfield, en faisant l'acquisition de terres pour le développement d'aéroports, en mettant à niveau les aérodromes les plus importants et en adoptant définitivement l'accord d'espace aérien en vigueur. Les moyens d'application de la loi et de la réglementation doivent aussi être renforcés pour répondre à l'évolution de la demande opérationnelle.
- **Réfection et meilleur entretien des infrastructures rurales de grande importance** – par des partenariats avec le secteur privé, des partenaires au développement et des collectivités locales afin d'améliorer les routes rurales (y compris routes de raccordement), de mettre à niveau les quais et les jetées, construire des entrepôts et mettre au point des stratégies pour le fonds d'entretien de l'infrastructure des transports.
- **Expansion de l'accès à des télécommunications et à l'énergie et réduction des coûts** – en encourageant le développement d'autres sources d'énergie dans les zones rurales, telles l'énergie

solaire, hydro-électrique et autres sources d'énergie renouvelables et en améliorant l'accès à des télécommunications à des prix abordables en milieu rural.

Résultats ciblés :

- Continuer à soutenir la mise en œuvre et l'achèvement de projets d'infrastructure en cours, en s'assurant qu'ils respectent les normes de construction requises.
- Renforcer les moyens d'application de la loi et de la réglementation dans l'industrie de l'aviation, avec un site internet interactif où les clients peuvent déposer des demandes et obtenir des informations courantes.
- Amélioration des éléments d'infrastructure de transport, notamment les quais, les routes et les aéroports, pour faciliter les échanges commerciaux inter-îles et dans les îles mêmes.
- Création du Bureau du Régulateur maritime doté de la capacité de perfectionner le personnel, assurant des voies d'accès maritimes plus sûres en installant davantage d'aides à la navigation en mer dans des endroits identifiés et développement des services hydrographiques.
- Nombre croissant de ménages ayant accès à une énergie propre et à l'électricité dans les zones rurales en continuant à soutenir le Fonds national pour l'énergie verte.

Résultat prioritaire 3 : Amélioration de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité à l'éducation et des résultats de la formation pour les enfants et les jeunes gens

En 2020 le gouvernement continuera de favoriser l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement pour les garçons et les filles, de leur apporter des aptitudes et des connaissances pertinentes et poursuivra le développement des ressources humaines du pays pour qu'elles contribuent à la croissance économique du pays.

- **En ouvrant encore davantage l'accès à l'éducation** – en accélérant les progrès réalisés au niveau de l'éducation universelle de la petite enfance et primaire de la 7e à la 13e année.
- **En améliorant la qualité de l'enseignement** – en veillant à ce que les enseignants soient payés et formés, en réformant les programmes scolaires en accord avec le PDND et en modernisant les installations et les ressources scolaires, notamment celles touchées par les catastrophes causées par les volcans à Ambae et Ambrym et le CT Hola.
- **En multipliant les possibilités de poursuivre des études supérieures** – en achevant la révision de la stratégie pour l'éducation au Vanuatu, en élaborant un plan de développement national des ressources humaines et en intégrant formellement l'éducation de la petite enfance et les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie au système d'éducation.
- **En améliorant les opportunités d'emploi et de développement des capacités entrepreneuriales** – par la formation technique et professionnelle et en apportant davantage de soutien aux jeunes ayant quitté l'école.

Résultats ciblés :

- Hausse du ratio d'inscription net des élèves de la 7^e à la 13^e année.
- Soutien accru pour l'éducation de la petite enfance.
- Meilleure formation des enseignants et amélioration des moyens d'apprentissage.
- Meilleure documentation pédagogique.
- Ratio élèves/enseignant maintenu.
- Soutien accru pour l'enseignement supérieur national.
- Davantage de soutien pour des programmes de formation par le développement des compétences techniques et professionnelles.

Résultat prioritaire 4 : Des soins de santé de meilleure qualité

Le gouvernement va continuer à renforcer les services de santé et accélérer la réalisation des cibles des ODD et du PDND dans le domaine de la santé par les moyens suivants :

- **En renforçant le système de gestion de l'information pour la santé** pour pouvoir suivre les indicateurs du PDND et favoriser la prise de décisions sur la base des constatations.
- **En rehaussant l'accès à des services de soins de santé de qualité pour la population par une planification intégrée et une juste répartition des ressources** – en renforçant la gestion financière et les procédures et en assurant une utilisation plus efficace des ressources.
- **En réduisant la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles** – par de meilleures initiatives de promotion de la santé et un renforcement des services d'extension.
- **En renforçant les actions en collaboration dans tous les secteurs et au sein du secteur de la santé** – en vue de créer un environnement plus sain et de s'occuper des plus gros problèmes de santé.
- **En améliorant le financement de la santé par la mobilisation et la mise en commun de fonds pour les soins de santé** – élaborer une politique nationale sur l'assurance-maladie de façon à aménager un soutien financier pour les Ni-Vanuatu.

Résultats ciblés :

- Augmentation du nombre de postes de cadres de direction au sein du MS pourvus en permanence.
- 40% des installations de santé appartenant à l'Etat respectent les profils de postes et sont conformes aux normes minima pour des services essentiels de santé au plan des ressources humaines, des espaces fonctionnels de l'infrastructure et des besoins en matériel.
- Augmentation du nombre d'assistants de santé par tranche de 10 000 habitants.

- Augmentation du nombre de sages-femmes qualifiées, de centres de soins de santé, des moyens de transport et de médicaments pour réduire le taux de mortalité maternelle.
- Diminution de la fréquence des maladies transmissibles et non transmissibles par des moyens adaptés, par exemple un réexamen de la taxe d'accise en vigueur.
- Réduction de la fréquence des cas de tuberculose.
- Diminution du taux de fréquence parasitaire annuel pour tous les cas de malaria.
- Expansion de la couverture de vaccination des enfants entre 12 et 23 mois (trois doses du vaccin conjugué diphtérie, tétanos et coqueluche au cours d'une année donnée, administré par un professionnel de la santé qualifié).
- Diminution du taux de mortalité chez les moins de 5 ans.
- Elaboration d'une politique nationale sur l'assurance-maladie.

Résultat prioritaire 5 : Meilleure prestation de services

Le gouvernement va continuer à cibler des améliorations au sein de la Fonction publique et à soutenir la politique de décentralisation en vigueur, de façon à s'assurer que les services essentiels parviennent aux habitants des régions reculées du Vanuatu, en renforçant les autorités locales et municipales.

La politique étrangère joue un rôle crucial pour ce qui est d'attirer des aides et des investissements dans le pays à l'appui des priorités du gouvernement. Celui-ci cherche aussi à renforcer davantage la coordination des ressources de donateurs pour qu'elles concordent avec les objectifs nationaux.

- **Meilleure prestation de services**, en revoyant les rouages gouvernementaux et en appliquant la loi sur la décentralisation pour habilitier les conseils régionaux, établir un mécanisme de responsabilisation en termes de gouvernance et développer et lancer des manuels de travail sous-national et de formation sur la planification et la préparation de budgets.
- **Renforcement de la capacité de gérer les relations extérieures croissantes** – pour continuer l'expansion des intérêts du Vanuatu dans le monde.
- **Amplification des partenariats avec les donateurs, les organisations au sein des communautés et les organisations non gouvernementales** – en réexaminant les dispositions et les institutions d'ONG en vigueur, en mettant au point un mécanisme de responsabilisation avec les autorités coutumières et en élaborant des protocoles d'accord avec des prestataires de services clefs.
- **Renforcement des institutions à la tête de l'exécutif** pour continuer à entraîner et mettre en œuvre des réformes, y compris le Plan de développement national durable ;

- **Amélioration des services de sécurité nationaux** – par un renforcement des services de sécurité, des institutions et des centres correctionnels.

Résultats ciblés :

- Achèvement du processus de réexamen des rouages du gouvernement en vue d'améliorer la prestation de services par les pouvoirs publics.
- Processus de dévolution amplifié, avec des améliorations systématiques du cadre et des mécanismes de prestation de service au niveau sous-national
- Structure mise au point pour le Malvatumauri, les conseils provinciaux, régionaux, tribaux et villageois
- Mécanisme de gouvernance achevé pour les conseils régionaux
- Création de points centraux de SE dans tous les ministères.
- Achèvement du cadre national de la politique étrangère en complément du cadre de la politique de gestion des aides qui vient d'être lancé.
- Mobilité de la main-d'œuvre rehaussée par un renforcement de l'administration des programmes de travail saisonnier (RSE, SWP et Pacific Labour Scheme).
- Renforcement de l'association des ONG [VANGO].
- Régionalisme rehaussé avec l'organisation du Forum des Iles du Pacifique et du 40e anniversaire de l'indépendance.

Résultat prioritaire 6 : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles

Le gouvernement va continuer de veiller à la protection de l'environnement naturel sur terre et en mer, notre bien-être social et économique en dépend en grande partie, tout en continuant de consolider notre résilience face aux changements climatiques et aux dangers naturels, par les moyens suivants :

- **Meilleure administration de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques** – pour atténuer les effets et les impacts du changement climatique.
- **Accès accru, équitable et abordable à de l'eau et des systèmes sanitaires** – pour assurer davantage d'accès à des sources d'eau potable pour les communautés ;
- **Des institutions et une gouvernance plus solides, qui protègent notre environnement et nos ressources naturelles** – avec un cadre législatif et administratif solide qui protège nos ressources naturelles ;
- **Résilience accrue dans le secteur productif** – afin d'améliorer la résilience en termes de production dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche.

- **Amélioration des services et des opérations de gestion des déchets** – pour réduire les impacts de la pollution.

Résultats ciblés:

- Cadre national de gestion des risques de catastrophes élaboré et mis en œuvre pour gérer la préparation, l'intervention et la reprise.
- Conseil consultatif national renforcé pour veiller à la pérennité de l'accès à et de la coordination des financements pour le climat.
- Elaboration et mise en œuvre d'un plan spatial maritime pour atteindre les buts prévus dans la politique nationale sur les océans.
- Amélioration des services environnementaux et climatiques dans chacune des six provinces conformément à la politique de décentralisation. Résilience accrue dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.
- Amélioration de sûreté et de la sécurité de l'eau pour l'intégralité de la population.
- Amélioration de la gestion des déchets et du contrôle de la pollution.

Résultat prioritaire 7 : Inclusion sociale, sécurité, paix et justice

Le gouvernement va continuer de veiller à ce que notre société soit inclusive, où la dignité humaine est respectée et où les droits de tous les Ni-Vanuatu, dont les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les groupes vulnérables, sont soutenus, protégés et favorisés. Le gouvernement veillera en outre à ce que la société respecte l'autorité de la loi et que tout le monde ait accès à la justice en temps voulu, et ce par les moyens suivants :

- **En renforçant la capacité institutionnelle des forces de sécurité nationales et en s'assurant qu'elles sont dotées des moyens nécessaires pour parvenir aux cibles de rendement** – pour avoir des forces de sécurité et de police nationales solides.
- **En mettant en œuvre des processus de planification et de préparation budgétaire sensibles aux genres** – pour inclure la question des genres dans ces processus pour tous les ministères.
- **En encourageant la gouvernance traditionnelle et les principes chrétiens pour une société paisible** – pour avoir une société vivant dans la paix, fondée sur nos valeurs mélanésiennes.

Résultats ciblés:

- Création d'un Conseil de sécurité national et d'un cadre de sécurité national.
- Réduction de la fréquence des crimes, tous types de délit confondus, dont la violence à l'égard des femmes et des groupes vulnérables, le trafic d'êtres humains, la cybercriminalité, le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent.

- Amélioration du contrôle et de la protection des frontières en renforçant la capacité des ressources humaines et en modernisant nos systèmes de contrôle aux frontières.
- Délimitation des frontières maritimes.
- Capacité accrue des forces de sécurité de la police par une formation adaptée avec des ressources adéquates, tout en veillant à ce que les officiers masculins et féminins reçoivent un soutien égal.
- Ebauche de notes directrices pour une planification et une préparation budgétaire sensibles au genre
- Mise à disposition de moyens pour améliorer la coordination des activités relatives aux droits de l'Homme et le cadre de lutte contre la corruption.
- Soutien apporté à la mise en œuvre de la loi sur l'autorité nationale des jeunes.

Affectation de l'espace fiscal aux résultats prioritaires

Il est proposé que l'espace fiscal global, une fois qu'il aura été défini par analyse par le Service des Finances et du Trésor, soit affecté par la CBM de façon à correspondre au plus près à la répartition suivante entre les sept résultats prioritaires susdits :

- **Résultat prioritaire 1** : De meilleures opportunités d'affaires et un environnement plus favorable à l'investissement - 20%
- **Résultat prioritaire 2** : Meilleure infrastructure résiliente - 20%
- **Résultat prioritaire 3** : Meilleure qualité de l'enseignement et accessibilité à l'éducation - 15%
- **Résultat prioritaire 4** : Des soins de santé de meilleure qualité - 10%
- **Résultat prioritaire 5** : Meilleure prestation de services - 10%
- **Résultat prioritaire 6** : Résilience accrue et meilleure gestion des ressources naturelles - 15%
- **Résultat prioritaire 7** : Inclusion sociale, sécurité, paix et justice - 10%

Programmes continus de la part de partenaires au développement

Le gouvernement et ses partenaires au développement entreprendront conjointement la mise en œuvre de programmes en 2020. Au cours des années précédentes, le gouvernement a eu plusieurs entretiens avec des partenaires au développement qui ont des programmes en cours au Vanuatu et des discussions sur la question de savoir comment les partenaires pourraient faire concorder leurs programmes avec ceux du gouvernement en 2020, par des relations de travail plus étroites et une meilleure coordination à l'échelon national et sectoriel. Le dialogue se poursuivra en 2020.

Besoins en termes de reprise après le CT Pam

Le programme de rétablissement du gouvernement suite au CT Pam va se poursuivre en 2020, en reconduisant les travaux qui n'ont pu être achevés en 2019 et les programmes de rétablissement qui restent à mener, le cas échéant. Les besoins les plus importants au plan du rétablissement touchent le secteur productif, l'infrastructure et les bâtiments publics, l'eau et l'hygiène publique, la santé et l'éducation. Le programme de renforcement économique devrait se poursuivre jusqu'en février 2020, car certains des

programmes de rétablissement n'ont pas encore été mis en œuvre en raison de retards rencontrés en 2018. Ces programmes liés au rétablissement seront mis en œuvre en parallèle et en complément de ceux des partenaires au développement et des programmes périodiques du gouvernement.

B. Politiques fiscales

Le gouvernement va continuer de formuler et de mettre en œuvre des politiques fiscales conçues pour atteindre les objectifs et cibles économiques et financiers énoncés dans la présente déclaration de politique budgétaire. La formulation et l'application de ces politiques seront dictées par les principes de gestion financière responsable de sorte que 1) la dette publique soit gérée à des niveaux prudents ; et 2) des revenus suffisants soient disponibles pour mener à bien les programmes de dépenses et les activités s'y rapportant et améliorer la prestation de services tout en rehaussant la croissance économique.

C. Mise à jour de la situation économique en 2019

Perspectives économiques dans le monde (PEM)

Selon les perspectives économiques dans le monde du mois de juillet 2019, la croissance mondiale prévisionnelle serait de 3,2 pour cent en 2019 et de 3,5 pour en 2020. Elle a été révisée à la baisse par rapport aux prévisions du mois d'avril en raison de problématiques socio-économiques persistantes, en particulier dans la zone euro et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, au Royaume Uni, en Amérique Latine, en Australie et au Canada. La réponse à la question de savoir si la croissance reprendra va donc dépendre de l'issue des problématiques que connaissent ces régions.

Les prévisions de croissance dans les économies avancées sont de 1,9 pour cent en 2019 et de 1,7 pour cent en 2020. Les prévisions pour 2019 sorties en juillet sont de 0,1 point de pourcentage supérieures à celles du mois d'avril, suite à une révision à la hausse pour les Etats-Unis, dont la croissance attendue est de 2,6 pour cent en 2019, soit 0,3 point de pourcentage de plus que les prévisions de PEM du mois d'avril. Cette croissance va probablement diminuer à 1,9 pour cent en 2020 au fur et à mesure que l'effet de la relance budgétaire s'atténue. Par ailleurs, les prévisions de croissance pour la zone euro restent à 1,3 pour cent en 2019, avec une légère hausse à 1,6 pour cent en 2020. La croissance dans les marchés émergents et les économies en développement a été, elle aussi, révisée à la baisse, de 4,4 pour cent à 4,1 pour cent en 2019, et de 4,8 pour cent à 4,7 pour cent pour 2020. L'économie chinoise devrait croître de 6,2 pour cent cette année, en légère hausse par rapport aux prévisions antérieures. Cette révision à la hausse s'explique par la mise en œuvre des mesures de relance budgétaire et monétaire pour contrer l'impact négatif des tarifs commerciaux avec les Etats-Unis.

Le taux d'inflation dans le monde en 2019 demeure modéré en raison des faibles prix des produits de base, selon les prévisions du mois de juillet. Dans les économies avancées, on anticipe un taux d'inflation de 1,6 pour cent, le même que prévu dans les PEM du mois d'avril. A présent, l'économie américaine tourne au-dessus de son rendement potentiel du fait d'une forte demande intérieure, ce qui accentue la pression sur les prix des produits de base et conduit à un taux d'inflation prévisionnel de 2,3 pour cent aux Etats-Unis. Cela ne devrait pas durer, suite à la diminution progressive des stimuli fiscaux prévue au cours de la deuxième moitié de 2019, ce qui atténuera les pressions inflationnistes pour ramener le taux à un niveau normal de 1,9 pour en 2020. Dans la zone euro, on s'attend à une inflation de fond de 1,3 pour cent en 2019

et de 1,5 pour cent en 2020. Les prévisions d'inflation dans les marchés émergents et les économies en développement n'ont changé que légèrement, en raison de prix relativement stables et dans la plupart des régions, elles ont été révisées à la baisse pour 2019, de 0,1 point de pourcentage à 4,8 pour cent par rapport aux perspectives du mois d'avril.

Malgré des prévisions de croissance positive pour 2019, le vent debout dans le monde continue de tendre à la baisse, alors qu'une majeure partie de l'Asie est exposée à un vent de travers, principalement à cause du taux d'expansion effectif en Chine et de ses tensions commerciales avec les Etats-Unis. De plus, l'existence d'un vent arrière, notamment avec la possibilité d'un Brexit dur, crée beaucoup d'incertitudes quant à la croissance au Royaume Uni et dans la zone euro dans son ensemble, surtout avec les impacts socio-économiques potentiels.

Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)

L'économie du pays a été entraînée principalement par le secteur de l'industrie au cours des 3 dernières années, dépassant le secteur des services qui était ordinairement le moteur principal de la croissance. La contribution à la croissance du secteur industrielle vient des activités de construction continues liées à des projets d'infrastructure publique. Toutefois, on s'attend à ce que la croissance se modère cette année et à moyen terme car les gros projets d'infrastructure en arrivent au stade de l'achèvement. Selon les prévisions du Comité macroéconomique (CME), la croissance pour 2019 serait de 2,8 pour cent avant de s'amplifier à 3,4 pour cent en 2020, essentiellement grâce aux services liés au tourisme et à d'importantes activités de construction devant être lancées prochainement. Puis elle devrait monter à 4,0 pour cent en 2021.

La politique financière continue d'être expansionniste avec l'appui de partenaires donateurs pour des projets de financement public dans la période de reconstruction qui a suivi Pam. La politique expansionniste actuelle devrait relever la demande intérieure et stimuler la croissance à l'avenir, mais elle risque aussi d'induire temporairement une pression inflationniste. La dette publique se creusant progressivement, il est nécessaire que les autorités du Vanuatu commencent à songer sérieusement à assurer la pérennité de l'augmentation des dépenses par une expansion de la base de recettes actuelle dès 2020. Au début de 2017, le gouvernement a lancé le *Plan du Peuple – Vanuatu 2030* qui a pour vision un Vanuatu stable, durable et prospère. Compte tenu des politiques prévues dans le cadre des trois piliers essentiels que sont la Société, l'Environnement et l'Economie, les perspectives de croissance économique devraient être diversifiées, résilientes, durables et inclusives.

La croissance dans le secteur de l'agriculture devrait augmenter à 3,1 pour cent en 2019, puis d'accélérer jusqu'à 4,4 pour cent en 2020 avant de se stabiliser à 3,6 pour cent en 2021. Les principales denrées comme le coprah et le cacao ont été durement touchées par les derniers cyclones et aussi par la chute du prix du coprah, malgré le nouveau subside du gouvernement. Pour ce qui est du futur, l'invasion des rhinocéros du cocotier qui sévit à présent dans les cocoteraies de Nord Efaté pourrait présenter un risque pour l'industrie si elle n'est pas maîtrisée ou enrayée. La production de cacao devrait maintenir sa croissance à moyen terme compte tenu d'une augmentation générale de la production soutenue par des prix stables à l'exportation. En revanche, la production de bétail et de viande pourrait accuser un léger recul à moyen terme en raison des programmes de renouvellement du cheptel dans tout l'archipel. Du côté positif, la production de kava continue d'afficher une croissance solide et devrait rester robuste à moyen terme. La croissance dans les secteurs de la sylviculture et de la pêche va probablement se modérer à moyen terme, bien que soutenue par divers projets de partenaires au développement. Le financement du FED 11 devrait stimuler la

croissance dans le secteur agricole à moyen terme, il est donc vital que les agences de mise en œuvre coordonnent et mettent en œuvre leurs programmes dans les délais prévus au calendrier.

Le secteur industrie a été la force motrice de l'économie ces dernières années grâce aux gros projets d'infrastructure du gouvernement. La croissance dans ce secteur devrait rester solide à 11,7 pour cent en 2019, 9,7 pour cent en 2020 et 6,1 pour cent en 2021. Ces prévisions de croissance solide s'appuient sur les projets d'infrastructure en cours à présent, notamment la Phase II du projet de construction de routes à Tanna et Malekula, le projet de reconstruction et d'amélioration de l'infrastructure du Vanuatu, le projet d'accès à l'énergie, le projet de développement de l'agriculture du Vanuatu, le projet de reconstruction des routes et des écoles après PAM. Tous ces projets sont financés grâce à des prêts et des subventions, pour un montant total de VT 79.752,3 millions. La croissance à moyen terme sera aussi soutenue par le projet de route à Pentecôte (encore au stade de négociation) et celui de l'aérogare de Bauerfield, ainsi que d'autres projets d'investissement, privés, tels que le projet de tourisme de croisière à Havannah.

Le secteur de l'industrie manufacturière au Vanuatu pourrait, potentiellement, connaître une bonne croissance à moyen terme, mais il faudra de nombreuses initiatives directrices pour le faire avancer, surtout compte tenu de la concurrence qu'impliquent les accords de commerce conclus récemment, car les accords de l'OMC et du GFLM continuent de faire pression sur les industries locales au Vanuatu. La croissance dans les domaines de l'eau et de l'électricité devrait rester stable à moyen terme, soutenue par les projets d'infrastructure en cours et par les efforts de l'Office de réglementation des services publics (ORSP) incitant les entreprises de services publics à satisfaire à la demande des consommateurs.

On s'attend à ce que le secteur des services connaisse une forte croissance de 2,5 pour cent en 2019, de 3,1 pour cent en 2020 et de 3,3 pour cent en 2021. L'augmentation des salaires dans la fonction publique récemment a eu des retombées positives pour le commerce de détail et de gros, le transport, la finance et l'assurance du fait d'une poussée de la demande intérieure. A moyen terme, dans le secteur du tourisme, la *Vision partagée 2030* du gouvernement va permettre d'accroître le nombre d'avions dans la flotte et stimuler les services liés au tourisme. Des vols supplémentaires vont être introduits, y compris de nouvelles destinations, ce qui devrait rehausser le nombre de touristes à l'arrivée au Vanuatu et de ce fait, stimuler les activités dans les domaines de l'hébergement et de la restauration, du transport aérien, de la finance et de l'assurance, des télécommunications et d'autres services liés au tourisme. Cela va poser des gros défis, notamment pour développer la capacité d'accueillir l'afflux de visiteurs et maintenir le haut niveau des services pour que le Vanuatu soit perçu comme une des meilleures destinations dans la région.

Actualisation de la situation monétaire

La Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) a maintenu sa politique monétaire accommodante tout au long de 2018 et jusqu'en juin 2019. Le taux directeur de la Banque est resté à 2,90 pour cent, tandis que le rapport de dépôt de réserve légale a été maintenu à 5,25 pour cent et le rapport d'avoirs liquides à 5,0 pour cent.

Les fondamentaux macroéconomiques sont encore bons tout au long des quatre premiers mois de 2019 : les réserves étrangères se situent à un niveau confortable et l'inflation est restée dans la fourchette ciblée. A la fin du mois d'avril 2019, les réserves étrangères suffisaient à couvrir plus de 11,9 mois d'importations. De même, le taux d'inflation annuel était maîtrisé. Au premier trimestre de 2019, le taux d'inflation annuel relevé était de 2,1 pour cent, tout à fait dans la fourchette ciblée de la BRV de 0 à 4 pour cent. L'accumulation persistante de surplus de liquidités dans le système bancaire reflète les rentrées nettes de

réserves étrangères à la BRV. Les deux régimes de facilité de crédit, le régime de substitution des importations et de financement des exportations¹ et la facilité de crédit pour la reconstruction après une catastrophe naturelle², continuent d'être en vigueur.

La monnaie en circulation s'est amplifiée progressivement tout au long des quatre premiers mois de 2019, bien qu'à un rythme inférieur à celui qu'on a connu au cours de la même période en 2018. La croissance continue d'être entraînée par les avoirs nets étrangers (ANE), qui se traduit par l'abondance de liquidités en devises étrangères dans le système bancaire. En revanche, le crédit intérieur continue d'accuser une tendance à la baisse depuis 2018, et ce jusqu'en avril 2019. En avril, le recul était principalement attribuable à une réduction des créances nettes du gouvernement central vis-à-vis le système bancaire. Par ailleurs, la faible croissance qui persiste au plan des prêts à des fins commerciales explique en partie cette tendance à la baisse. La croissance du secteur privé sur l'année jusqu'en avril 2019 a été entraînée par des crédits à la consommation. De manière générale, le secteur bancaire continue de soutenir la croissance, comme le montre le niveau élevé de liquidités qui y est détenu et sa bonne situation en termes de capital. Pour ce qui est de l'avenir, on s'attend à ce que le crédit au secteur privé remonte, mais plus lentement, tout au long de l'année en raison de l'incertitude entourant les politiques du gouvernement en matière d'impôt sur le revenu été sur les sociétés et d'une faible demande intérieure. La croissance de la masse monétaire devrait rester stable tout au long de 2019, principalement grâce au mouvement des ANE.

Balance des paiements

La balance des paiements (BDP) affiche un excédent pour les quatre premiers mois de 2019. Cette bonne performance traduit des surplus en compte courant, compensant l'énorme facture des importations et les bénéfices non répartis d'entreprises étrangères. Le redressement du compte courant provient de l'apport considérable de l'exportation de services du gouvernement qui a alimenté le compte secondaire, et des programmes de travail saisonnier en Australie et en Nouvelle-Zélande, menant à une amélioration du compte de revenu primaire. Le financement des importations continue, bien qu'à des niveaux moindres par rapport aux deux dernières années, reflétant la fin des gros projets d'infrastructure et des importations qui y étaient liées. A fin avril 2019, les réserves officielles s'élevaient à environ VT 48,9 milliards, suffisantes pour financer 11,9 mois d'importation de marchandises.

Dans l'état actuel des choses, on s'attend à ce que les réserves officielles restent supérieures au seuil à court et moyen terme, principalement grâce aux rentrées attendues de devises étrangères des principaux comptes d'origine, en particulier sur les comptes de revenu primaire et secondaire. On s'attend donc à ce que le compte courant affiche un excédent en 2019. Par contre, on s'attend à ce que les marchandises libellées en dollars US s'apprécient et que le remboursement de la dette extérieure soit plus élevé. De plus, on anticipe des pressions sur le niveau des réserves étrangères à moyen terme au fur et à mesure que le remboursement de la dette publique et la demande d'importations en lien avec des propositions de projets gouvernementaux augmentent.

Inflation

Le taux d'inflation brut est resté confortablement dans la fourchette ciblée par la BRV, de 0 à 4 pour cent, au premier trimestre de 2019. Le taux d'inflation brut annuel est passé de 1,9 pour cent au dernier trimestre

¹ Il s'agit d'une facilité de crédit dos à dos pour les entreprises, proposée par l'intermédiaire des banques commerciales

² Il s'agit de facilités de crédit proposées aux entreprises pour la remise en état et la reconstruction suite au CT Pam

de 2018 à 2,1 pour cent au premier trimestre de 2019. L'augmentation des prix du carburant qui s'est fait ressentir avec un temps de retard a contribué à une hausse des prix du transport, du logement et des services publics, tandis que l'augmentation récente des prix des fruits et des légumes sur le marché intérieur a contribué à l'inflation des prix de l'alimentaire. L'inflation en 2018 a été induite par l'effet unique de la hausse de la TVA de 12,5% à 15% à partir de janvier 2018, mais a été compensée par une baisse des prix de l'éducation, et malgré la hausse des payes et des salaires dans la fonction publique, la demande est restée terne. En 2019, on s'attend à ce que le taux d'inflation reste faible, le risque de le voir augmenter venant principalement du prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur. Les prix des produits alimentaires et du carburant restent faibles, ce qui, avec le rétrécissement de l'écart de production provenant d'une diminution attendue des activités de construction dans l'économie (les projets de développement étant en fin de course), présente des risques de baisse du taux d'inflation prévisionnel. Les cours mondiaux du pétrole ont diminué de 8,9 pour cent sur l'année à US\$67 le baril en mai 2019 et devraient, selon toute attente, être répercutés avec un temps de retard sur les prix du transport et des services publics intérieurs. D'autres changements dans la politique du gouvernement concernant les droits et charges et les conditions du marché constituent aussi des facteurs déterminants de l'évolution des prix à moyen terme. Le système de taux de change fixe au Vanuatu continuera de freiner l'inflation à moyen terme car le taux d'inflation brut d'une année à l'autre devrait, selon les prévisions, rester stable en 2019 et 2020. Selon les prévisions d'inflation de fin d'année, le taux devrait rester dans la fourchette moyenne de 0-4 pour cent en 2019 et 2020.

D. Gestion budgétaire

La finalisation et la mise en œuvre budget de 2020 seront conformes à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (Chap. 244). En 2020, le Vanuatu va organiser des élections législatives et sortir de la liste des pays moins avancés (PMA) de l'ONU. Ce sont là deux des gros engagements du gouvernement qui seront inclus dans le budget de l'exercice 2020, y compris de nouvelles propositions de principe qui cadrent avec les priorités de la politique budgétaire de 2020. Toujours en 2020, le gouvernement va mettre davantage l'accent sur le soutien au secteur productif et au secteur social en vue de percevoir davantage de recettes, d'améliorer la prestation de services et de rehausser la croissance économique. Par ailleurs, le gouvernement continuera de formuler et d'appliquer des mesures de contrôle des recettes et des dépenses, ainsi que de gérer et maintenir la dette publique à un niveau prudent pour atteindre les objectifs et les cibles de sa politique fiscale, notamment un budget équilibré en 2020.

E. Dette publique et emprunts du gouvernement

Le Vanuatu a fait des progrès remarquables en termes de son rétablissement après le passage du cyclone PAM. Sa population de jeunes va croissante et fait pression sur les budgets de l'éducation et de la santé tout à la fois. Pour s'assurer un avenir prospère, le Vanuatu doit continuer à investir dans ses programmes d'infrastructure et d'autres projets d'investissement en capital. Pour que le pays soit responsable de façon durable, tout en menant ses programmes d'infrastructure ambitieux, le facteur clé est la gestion de la dette. Cela permet de gérer les risques financiers et de la dynamique de l'endettement et de mettre en place des stratégies pour aider à prévenir des situations de gageure.

Maintenant, en 2019, les gros projets individuels prévus depuis 2015 s'achèvent ou sont près d'être achevés. D'ailleurs, de 2015 à 2019, il n'y a pas eu de changement majeur à la dette publique totale par rapport aux

prévisions de 2015, lorsque s'est produit le CT Pam. Le niveau d'endettement devrait diminuer de l'année dernière, 2018, à cette année, 2019, et continuer ainsi car le gouvernement se lance dans un plan de réduction de la dette d'importance capitale. Sur la base d'initiatives essentielles de ce plan, l'équivalent de plus de VT 3 milliards d'emprunts intérieurs et extérieurs sera remboursé rien que cette année.

L'analyse du niveau d'endettement soutenable (ANES) achevée par le FMI et le SFT en 2018 suggère que la capacité d'endettement du Vanuatu continue de présenter un risque modique. Il n'y a pas de rupture dans le scénario de référence sauf que les tests de tension indiquent que le choc d'une dépréciation unique de 30 pour cent et l'effet résultant sur les conditions de financement auraient un impact nuisible sur la dynamique d'endettement. Si cela devait se produire, cela créerait une rupture de la valeur nette actuelle du taux-seuil du rapport d'endettement au PIB.

Chaque année, un nombre croissant de pays en développement se rend compte des impacts de décisions imprudentes consistant à assumer trop de dettes extérieures. Beaucoup ont été confrontés à des pressions financières et cédé des ressources nationales (ex. droits de pêche) en compensation de remboursements d'emprunts. Le Vanuatu se doit d'être vigilant compte tenu de sa petite économie et faire tout son possible pour améliorer la gestion de sa dette. Il est crucial de veiller à ce des services importants comme l'éducation et la santé ne soient pas compromis par la sortie de ressources financières.

La capacité d'endettement actuelle du Vanuatu étant évaluée comme présentant un risque modéré, de nombreuses politiques importantes sur l'endettement ont été ébauchées. Un nouveau comité consultatif technique sur l'endettement sera constitué, tandis que des règles importantes, des directives et des améliorations aux règlements financiers et à la loi FPGE sont en cours de rédaction, parmi d'autres politiques d'endettement innovatrices, afin d'aider le pays avec son portefeuille de dettes et la gestion des risques financiers et de la dynamique de l'endettement.

Il faut évaluer l'espace fiscal, prendre des mesures appropriées et le gouvernement doit impérativement s'en tenir à la stratégie de gestion de la dette, qui inclut une politique de plafonnement de la dette à court terme de 30 pour cent à titre de seuil de référence. Tous nouveaux emprunts doivent être à des conditions de faveur, avec une composante de 35% de subvention au minimum. La stratégie de gestion de la dette inclut des directives de continuer à rechercher des financements par subventions pour des investissements dans l'infrastructure.

Etant donné la vulnérabilité du Vanuatu et son exposition aux risques de catastrophes naturelles, le gouvernement accorde beaucoup d'importance à internaliser les risques pour la croissance associés aux catastrophes naturelles et accroître la capacité du pays à réagir. C'est ainsi que le gouvernement a entrepris d'instituer des mesures ex-ante qui nécessitent plusieurs étapes de préparation, y compris renforcer l'évaluation des risques et la planification, constituer des tampons financiers intérieurs, se garantir des tampons extérieurs et construire et entretenir des infrastructures résistantes. L'identification et la révélation des risques financiers, y compris catastrophes naturelles et changements climatiques, font désormais partie intégrante de la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2020.

Recommandations concernant la politique de gestion de la dette

- Vu la vulnérabilité du Vanuatu et son exposition aux risques de catastrophes naturelles, le gouvernement doit faire preuve de prudence concernant de gros projets d'infrastructure futurs en termes d'accumulation trop rapide de dettes ;

- Reconstituer des tampons financiers à moyen terme par un renforcement des finances publiques ;
- Gérer les dépenses, en redéfinir les priorités et mobiliser de nouvelles sources de recettes (le gouvernement doit continuer à trouver de nouvelles sources de recettes pour élargir sa base fiscale et s'assurer qu'il ne dépend pas trop de sources individuelles de recettes) ;
- Continuer à rembourser par anticipation des prêts lorsque les conditions financières le permettent – en 2019 des remboursements anticipés à hauteur de VT 2 milliards au moins devraient être effectués ;
- La croissance économique est cruciale pour la gestion de la dette. Des politiques financières et monétaires favorables, ciblant une croissance économique durable, sont essentielles pour la gestion de la dette ;
- La bonne gouvernance, elle aussi, est cruciale, notamment en adhérant aux politiques sur l'endettement en vigueur et en procédant aux réformes structurelles nécessaires dans des secteurs essentiels des pouvoirs publics.

F. Recettes et taxes

La nécessité de financer des services essentiels étant une priorité, le gouvernement poursuit ses efforts pour engendrer suffisamment de recettes.

En 2018, la perception des recettes a dépassé la cible budgétaire de 31,5 pour cent. Le ministère des Finances et de la Gestion économique (MFGE), le ministère des Affaires intérieures (MAI) et le Bureau de la citoyenneté ont enregistré des recettes supérieures aux cibles budgétaires en 2018.

Le Bureau de la citoyenneté a connu du succès avec le programme de soutien au développement de Vanuatu (PSDV) et le programme de contribution de Vanuatu (PCV). Le montant total des recettes perçues en 2018 a dépassé la cible budgétaire de 371,5 pour cent. Pour la première fois, les recettes produites par ces programmes l'ont emporté sur la TVA en 2018. Cela confirme que le PSDV et le PCV ont été les plus gros producteurs de revenus pour le gouvernement au cours de l'exercice. Depuis des décennies, la TVA a toujours été à la tête de la perception de recettes pour l'Etat, mais en 2018, elle a été dépassée par le PCV et le PSDV.

Le MFGE continue de voir croître les recettes provenant des taxes, des droits et charges perçus par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes (SDCI). Bien que la TVA perçue soit supérieure aux années antérieures en raison de la décision du gouvernement de l'augmenter de 12,5% à 15% à compter du 1er janvier 2018, le montant perçu n'a atteint que 94,2 pour cent de la cible budgétaire pour 2018. La bonne perception de recettes par le SDCI est liée à la mise en œuvre du nouveau modèle de fonctionnement du Service en termes de la nouvelle conception opérationnelle depuis 2017. Il a permis d'améliorer la mise en conformité par le SDCI et celui-ci a vu une forte perception de recettes provenant des droits d'importation et d'exportation et des taxes d'accise afférentes. La loi sur l'administration fiscale adoptée par le Parlement en 2018 devrait améliorer encore davantage sa façon de traiter des affaires et on anticipe que cette loi améliorera la perception des recettes.

Le ministère des Affaires intérieures a lui aussi enregistré des recettes supérieures provenant d'activités liées à l'immigration et au contrôle des frontières. On anticipe que cette tendance se poursuivra en 2019.

Plusieurs ministères n'ont pas réussi à réaliser leur cible de recettes pour 2018. Les recettes perçues par ces ministères sont principalement des droits et charges imposés pour des services fournis et il faudra donc assurer un suivi plus rigoureux pour garantir que les cibles budgétaires sont atteintes en 2019.

Sur la scène internationale, le Vanuatu continue de remplir ses obligations de respecter les normes internationales en matière de bonnes pratiques fiscales. Elles incluent celles imposées par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et les échanges d'informations à des fins fiscales (Forum mondial) et le Groupe Code de Conduite de l'Union Européenne (GCC UE).

Le Vanuatu a fait de bons progrès pour ce qui est de satisfaire aux normes du Forum mondial de l'OCDE. Les lois nécessaires pour mettre en œuvre l'échange d'information à des fins fiscales (loi de 2016 sur la coopération internationale en matière fiscale) ont été mises en place. Le Vanuatu a signé la Convention multilatérale sur l'assistance réciproque en matière fiscale et l'accord multilatéral sur les autorités compétentes en juin 2018, qui sont ensuite entrés en vigueur le 1^{er} décembre 2018. Ces instruments permettent au Vanuatu d'échanger des informations automatiquement. ***Avec la concrétisation des échanges d'information, le Vanuatu ne sera plus considéré comme un paradis fiscal par l'OCDE,*** puisque l'un des critères pour être un paradis fiscal consiste à avoir des lois ou des pratiques en place qui empêchent l'échange effectif d'informations pertinentes avec d'autres gouvernements concernant des contribuables profitant d'une juridiction à taxation faible ou nulle.

En février 2019, les ministres des Finances de l'UE ont mis à jour la liste de l'UE sur les juridictions fiscales non coopératives et conclu que le Vanuatu n'avait pas pris des mesures suffisantes pour remplir ses engagements. Le Vanuatu a donc été rétrogradé et placé sur la 'liste noire'. Le gouvernement travaille actuellement sur des réformes qui incluent des modifications aux lois en vigueur administrées par la Commission des affaires financières du Vanuatu et la publication de la loi sur l'administration fiscale au Journal Officiel, ce qui aidera à répondre aux exigences de l'UE.

Initiatives éventuelles de génération de nouvelles recettes

Le gouvernement n'est pas encore en mesure de prendre une décision sur l'opportunité de l'introduction d'un impôt sur le revenu. Les recettes potentielles générées par un tel régime, qui comporterait aussi une diminution des droits de douane à l'importation et la suppression de droits et frais onéreux, pourraient être de l'ordre de plus **3 milliards de Vatu**. Cette initiative de politique de recettes reste encore à l'ordre du jour du gouvernement qui en décidera dans un proche avenir.

Modernisation, loi sur l'Administration fiscale et réexamen des recettes non fiscales

La priorité du MFGE en 2019 est d'appliquer la loi sur l'administration fiscale (LAF) adoptée récemment, d'assurer une administration effective et efficace des recettes et de revoir les recettes non fiscales pour supprimer les droits et charges inefficaces.

La modernisation des opérations du Service de la Douane et des Contributions indirectes (SDCI) est un aspect clef de la réforme des recettes et des efforts ont été déployés au cours des dernières années pour en consolider les capacités et en renforcer le fonctionnement. La loi sur l'administration fiscale soutient l'initiative du gouvernement de moderniser le SDCI et dispose de règles de procédure uniformisées pour les taxes administrées par le SDCI. La LAF dispose du modèle du SDCI basé sur les services, pour aider les contribuables à s'acquitter de leurs obligations ; un système de dépôt et de paiement par voie électronique ; la gestion de la conformité basée sur le risque ; une charte des clients ; un code de conduite

et des normes de productivité ; introduction d'un système de rapport annuel par rapport à des indicateurs clefs de productivité ; des services électroniques plus modernes ; des procédures douanières rehaussées visant à favoriser le commerce ; et des procédures modernes d'appel et de révision.

Le gouvernement s'attache aussi à revoir tous les droits et charges non fiscaux dans le but de s'assurer qu'ils sont bien gérés et perçus efficacement et qu'ils concordent avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

Recettes en souffrance

Dans sa décision de juin 2017, le Conseil des Ministres (CDM) a donné pour instruction au Service de la Douane et des Contributions indirectes de recouvrer la TVA impayée auprès des entreprises d'Etat et de mettre en place des stratégies pour garantir leur conformité à l'avenir. En réponse à cette décision du CDM, le SDCI a lancé une opération exhaustive pour recouvrer la TVA encore impayée. A cet égard, le SDCI a réalisé les progrès suivants depuis 2018 :

- Les arriérés des EE contrôlées à cent pour cent par l'Etat ont diminué de 98% au cours de 2018, tandis qu'en 2019, la dette a diminué de 78% telle qu'arrêtée au 31 mars 2019. De manière générale, les déclarations en souffrance ont diminué de 96%.
- Il n'y a eu guère de progrès en ce qui concerne les EE partiellement contrôlées par l'Etat. L'avis émis par le Cabinet juridique de l'Etat en décembre 2018 confirme que ces entités ne doivent pas être traitées différemment et qu'elles sont tenues de déposer leurs déclarations de TVA au gouvernement. On anticipe que les activités de mise en conformité à proprement parler commenceront vers la fin de 2019 et se poursuivront en 2020.
- La TVA restant impayée a été maintenue à une moyenne de VT 1,5 million au cours des douze dernier mois, ce qui indique un bon degré de conformité.
- Le SDCI a par ailleurs confirmé que le nombre de personnes manquant de déposer leur déclaration a radicalement diminué en octobre 2018.
- Jusqu'à présent, le SDCI a mis quatre affaires au tribunal, pour un montant total impayé de plus de VT 100 millions. La première affaire a été tranchée et le gouvernement a récupéré le montant total de la taxe restée en souffrance, soit VT 10 millions. Il n'y a pas encore d'affaires signalées pour 2019 et cinq affaires n'ont pas encore été enregistrées par le Parquet (Bureau du Procureur Général – BPG) pour être entendues par le tribunal.

En ce qui concerne les droits et charges (recettes non fiscales) qui n'ont pas été payés, le MFGE a approuvé la passation par pertes et profits d'un montant total de plus de VT 130 millions d'impayés. Le Comité national chargé de la passation par pertes et profits a conclu qu'il n'était pas possible que le gouvernement recouvre ces montants impayés. Le Ministère a confirmé qu'une procédure semblable se poursuivra tout au long de 2019 et le Comité continuera de collaborer avec chaque Ministère individuellement pour évaluer les impayés en cours et soumettre ses recommandations en conséquence. On anticipe que le montant des recettes restées en souffrance et dues au gouvernement diminuera progressivement à moyen terme.

Comme c'est toujours le cas, la mise en œuvre de tous les programmes de dépenses publiques et d'activités approuvés pour l'exercice dépend de la perception de recettes. Le gouvernement continuera de stimuler sa perception des recettes en renforçant l'administration, la conformité et l'application des taxes existantes, ainsi que des droits et charges qui viennent d'être introduits.

G. Programme de dépenses et politiques

Le programme des dépenses, les activités et les politiques du gouvernement pour 2020 concorderont avec les priorités de la politique budgétaire de 2020. Par conséquent, la répartition de l'espace fiscal du gouvernement pour de nouvelles propositions de principe (NPP) cadrera au plus près possible avec les sept résultats prioritaires de la politique budgétaire énoncés dans les priorités stratégiques du gouvernement. Le gouvernement continuera d'appliquer une discipline fiscale et de gestion financière saine pour s'assurer qu'il y a suffisamment de fonds disponibles pour mettre en œuvre le programme des dépenses publiques et ses politiques, ainsi que pour réaliser les résultats prioritaires des dépenses.

4. Nouvelles propositions de principe (NPP)

Le budget de l'exercice 2020 comprendra des nouvelles propositions de principe (NPP) qui se rapprocheront le plus possible des résultats prioritaires de la politique budgétaire. L'attribution d'espace fiscal au financement de NPP en 2020 ne sera prise en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence et saisies dans le système de gestion financière du gouvernement avec les pièces justificatives à l'appui. De plus, les NPP doivent :

- pouvoir être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- être accompagnées de propositions bien étudiées et détaillées susceptibles de renforcer les orientations, les programmes et les activités essentielles du gouvernement ;
- s'inscrire dans la capacité du ministère de les mettre en œuvre dans les délais suggérés ;
- être susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- être financièrement durables (si l'activité est pressentie devenir récurrente).

Le budget de 2020 inclura aussi des NPP financées par des bailleurs de fonds. Par conséquent, le gouvernement va continuer d'insister sur l'importance d'utiliser le système financier du gouvernement pour financer des programmes de dépenses qui cadrent avec les priorités du gouvernement.

5. Cibles économiques et fiscales pour l'exercice 2020

Les politiques économique, financière et fiscale continueront d'être appliquées en conformité avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique [CAP 244] en vue de parvenir aux objectifs et cibles suivants :

Cibles économiques et fiscales en 2020	Objectifs fiscaux à long terme
Balance budgétaire Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme

Recettes Recettes de fonctionnement prévues à 21,0 pour cent au moins du PIB	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif d'équilibre budgétaire. Recettes de fonctionnement doivent croître à un taux supérieur à celui des dépenses
Dépenses Dépenses de fonctionnement prévus à 21,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré
Endettement Maintenir la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure à 30 pour cent du PIB, maximum	Le rapport d'endettement - dette nominale publique et dettes garanties par l'Etat – au PIB doit demeurer inférieur à 60 pour cent du PIB associé aux risques liés aux catastrophes et au changement climatique
Croissance économique Taux de croissance prévisionnelle du PIB réel à 3,7 pour cent	La moyenne du taux de croissance économique annuel au moins supérieure au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
Inflation Inflation prévisionnelle doit se situer au milieu de la fourchette ciblée de 0-4 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

6. Conclusion

La Déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2020 concorde avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique [Chap. 244]. A ce propos, les priorités de la politique budgétaire 2020 et les principes de gestion financière responsable constitueront les principes directeurs de base pour l'affectation, l'établissement et l'exécution du budget de l'exercice 2020. Par conséquent, le gouvernement va continuer à s'assurer que les agences opérationnelles respectent la présente Déclaration de politique budgétaire en vue de parvenir à un budget équilibré en 2020 et en même temps de rehausser la croissance économique et d'améliorer le bien-être de tous les habitants du Vanuatu.